

Qu'est-ce que la campagne BDS?

L'appel de la société civile palestinienne

La société civile palestinienne a lancé en 2005 un appel au Boycott, aux Désinvestissements et aux Sanctions contre Israël jusqu'à, conformément au droit international, la fin de l'occupation et de la colonisation, le démantèlement du Mur, l'égalité absolue des droits des Palestiniens d'Israël et le respect, la protection et la facilitation du droit au retour des réfugiés palestiniens. A ces revendications s'ajoute aujourd'hui la fin du blocus de Gaza.

Cet appel, connu sous le nom de campagne «BDS», réunit plus de 170 organisations palestiniennes regroupant les trois composantes de la société civile: les Palestiniens sous occupation, les Palestiniens citoyens d'Israël et les réfugiés palestiniens. Cette campagne est à l'image du boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid dans les années 1980. Elle est une action citoyenne, non-violente, initiée par les Palestiniens eux-mêmes pour lancer un courant d'opinion internationale décidé à soutenir leurs droits en tant que peuple.

La campagne dans le monde et aujourd'hui en France

L'appel de 2005 a reçu un écho grandissant dans le monde, y compris parmi les anti-colonialistes israéliens. Il a été endossé par de nombreux individus, syndicats, partis politiques et autres organisations qui veulent manifester concrètement leur solidarité internationale. Ainsi, des entreprises occidentales comme Caterpillar (qui fabrique les bulldozers qui détruisent les maisons palestiniennes) ou Starbucks (qui finance l'armée israélienne) ont été visées, au même titre que des entreprises israéliennes telles que Carmel ou Jaffa. Le gouvernement norvégien a retiré ses capitaux d'une société israélienne qui fournit l'équipement de surveillance du Mur. La Bolivie et le Venezuela ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël. Des artistes comme Ken Loach ou Jean-Luc Godard ont publiquement refusé de participer à des festivals en Israël. Enfin, de nombreux professeurs et syndicats d'enseignants de par le monde ont également publiquement appelé à rompre les accords avec les institutions universitaires israéliennes.

En France, le mouvement a réellement commencé à décoller après les grandes manifestations, suite aux massacres de l'armée israélienne à Gaza, en janvier 2009. Il regroupe à présent de nombreuses associations et des individus d'origines et de sensibilités diverses, qui se sont réunis pour coordonner les actions de la campagne BDS France selon des principes communs.

En particulier, cette campagne de Boycott de l'Etat d'Israël en tant qu'occupant et colonisateur, comme celle du Boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid, n'est pas une fin en soi, destinée à discriminer une population. Elle constitue un outil non-violent de pression sur nos gouvernements pour qu'ils appliquent des sanctions, et un levier sur le gouvernement israélien, qui servira à imposer la seule issue pour cette région: l'application du droit international et le respect des droits des Palestiniens.

Israël est considéré comme un Etat quasi-européen dont l'UE est un partenaire commercial et militaire, qui participe à l'Eurovision, à différentes coupes sportives européennes ainsi qu'à une coopération universitaire très étendue. Cela nous engage directement et rend efficace un tel boycott. Cette campagne commence déjà à remporter des succès:

-La société française Véolia, qui participe à l'exploitation d'un tramway reliant Jérusalem aux colonies, a perdu plusieurs marchés pour cette raison.

-La banque Dexia, qui participe au financement des colonies, y a retiré ses capitaux. Dans certains pays, des gérants de fonds de pensions ont accompli la même démarche.

-Un mouvement prend corps contre le projet du conseil régional de la région Languedoc Roussillon de transformer le port de Sète en plateforme d'entrée en Europe des produits de la société Agrexco, qui commercialise des fruits et légumes dont 70% proviennent des colonies.

Tous ces succès doivent nous encourager à continuer résolument sur cette voie.

Qu'est-ce que "L'APARTHEID ISRAËLIEN"

On dénonce parfois l'illégalité et la violence de l'occupation israélienne en Palestine. On oublie souvent d'en dénoncer le caractère raciste qui la rapproche par de nombreux points de l'occupation des Blancs en Afrique du Sud, à commencer par son origine coloniale. Pourtant on peut également parler d'un «Apartheid israélien» puisque, d'après la définition de l'ONU c'est «un système de ségrégation et de discrimination raciale institutionnalisées, dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial sur un autre, et de l'opprimer systématiquement» (résolution 3068 qu'une poignée de pays dont la France, Israël et les Etats-Unis ont refusé de ratifier). Le racisme de l'Etat israélien résulte de l'idéologie sioniste dont l'objectif est d'assurer la suprématie juive en Palestine.

En Israël

Sur le territoire israélien actuel, un million et demi de Palestiniens (20% de la population) vivent comme des citoyens de deuxième classe où ils subissent des discriminations. Ils sont défavorisés dans la législation de la nationalité et du mariage, dans l'accès aux ressources de travail, syndicales, culturelles, de santé, d'éducation et même aux permis de construire qu'ils n'obtiennent presque jamais. Afin d'annexer le Golan syrien en 1967, 95 % de sa population en a été expulsée. Plus d'une centaine de villages Palestiniens d'Israël ne sont pas reconnus et, par conséquent, ne reçoivent aucun service. Les Palestiniens citoyens d'Israël ne peuvent pas, selon la loi israélienne, posséder des propriétés sur 93 % du territoire qui est exclusivement réservé aux Juifs, israéliens ou d'ailleurs.

A Gaza

Un million et demi de Palestiniens dans la bande de Gaza vivent un cas extrême d'oppression systématique: blocus total, privation des produits de première nécessité, bombardements fréquents et de plus en plus violents (plus de 1400 morts en un mois en janvier 2009)...

Dans le monde entier

Près de six millions de Palestiniens vivent aujourd'hui en exil et sont discriminés par l'impossibilité de rentrer dans leur pays. A différents degrés, ce sont donc bien tous les Palestiniens (11 millions de personnes, dont la moitié a le statut de Réfugié) qui vivent une ségrégation quotidienne.

En Cisjordanie

Dans les territoires occupés depuis 1967, plus de 18 000 maisons palestiniennes ont été détruites pour permettre aux colonies israéliennes de s'étendre. Plus d'un million d'oliviers et autres arbres fruitiers ont été arrachés. C'est l'armée israélienne qui contrôle l'eau de Cisjordanie, en confisque plus de 80 % et revend le reste aux Palestiniens 4 fois son prix.

Aucun droit ne régit le travail des Palestiniens en Cisjordanie, qui ne connaît ni salaire minimum, ni âge minimum, ni maxima horaires. Les Palestiniens vivent sous l'arbitraire de la juridiction militaire qui peut les mettre en prison sans inculpation, leur faire subir des punitions collectives, des confiscations de terres, des couvre-feux de plusieurs jours, des assassinats ciblés ou des bombardements. Plus de 11.000 Palestiniens croupissent aujourd'hui dans les prisons israéliennes, dans lesquelles de nombreux cas de torture sont dénoncés.

La Cisjordanie est divisée en dizaines de «Bantoustans» isolés entre lesquels il n'est pas possible de circuler sans autorisation israélienne, délivrée arbitrairement dans l'un de ses 600 «Check Points». Les Palestiniens ne peuvent emprunter les autoroutes reliant les colonies, ni utiliser l'aéroport international de Tel Aviv. Le Mur de séparation empêche physiquement des dizaines de milliers de Palestiniens d'accéder à leurs familles, lieux de travail, écoles, universités ou hôpitaux.

Comment agir efficacement ?

